

IRD
Délégation régionale Sud-Est

MARCHÉ PUBLIC
MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

TRAVAUX D'EXTENSION ET CREATION D'UN LOCAL
TECHNIQUE POUR PLONGEURS A L'IRD DE NOUMEA

Règlement de la Consultation (RC)

Consultation n°

2025010RNCA15

- 2025010RNCA15A Travaux construction local de plongée sur la RNC - Lot 1 Gros œuvre
- 2025010RNCA15B Travaux construction local de plongée sur la RNC - Lot 2 Peinture et couverture bardage métallique
- 2025010RNCA15C Travaux construction local de plongée sur la RNC - Lot 3 Charpente métallique
- 2025010RNCA15D Travaux construction local de plongée sur la RNC - Lot 4 Courant fort et faible
- 2025010RNCA15E Travaux construction local de plongée sur la RNC - Lot 5 Plomberie sanitaires
- 2025010RNCA15F Travaux construction local de plongée sur la RNC - Lot 6 Revêtements des sols et des murs

Lundi 07 juillet 2025 – 17h00

Date limite de remise des plis

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid

SOMMAIRE

Table des matières

1. OBJET DU CONTRAT	3
2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE	5
3. PRÉSENTATION DES OFFRES	7
4. SELECTION DES CANDIDATURES	12
5. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION	13
6. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	16

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	TRAVAUX D'EXTENSION ET CREATION D'UN LOCAL TECHNIQUE POUR PLONGEURS A L'IRD DE NOUMEA
	Acheteur	IRD
	Type de contrat	Marché public de travaux
	Structure	6 lots : <ul style="list-style-type: none"> - Lot 01 : Gros Œuvre - Lot 02 : Couverture Bardage Métallique - Lot 03 : Charpente Métallique - Lot 04 : Courants fort et faible - Lot 05 : Plomberie Sanitaire - Lot 06 : Revêtements de sols et murs
	Lieu d'exécution	Représentation IRD de Nouvelle-Calédonie 1001 Promenade Roger Laroque 98848 Nouméa Cedex – Nouvelle- Calédonie
	Durée	Le marché débute à compter de la notification jusqu'à la période de parfait achèvement de 12 mois Le délai d'exécution globale du marché est de 5 mois.
	Développement durable	Critère environnemental et clause environnementale (voir CCAP)
	Pénalités de retard	OUI (voir CCAP)
	Variation des prix	OUI (voir CCAP)



Nature des prix

Prix forfaitaires

1. OBJET DU CONTRAT

■ Description de la prestation :

Le marché a pour objet des TRAVAUX D'EXTENSION ET CREATION D'UN LOCAL TECHNIQUE POUR PLONGEURS A L'IRD DE NOUMEA.

Code NACRES	Libellé NACRES
BF.01	TRAVAUX DE CONSTRUCTION NEUVE
BF.02	TRAVAUX DE REHABILITATION OU DE REUTILISATION

■ Allotissement :

La consultation se compose des 6 lots suivants :

N° de lot	Intitulé du lot	Code CPV	Libellé CPV
01	Gros Œuvre	45223220-4	Travaux de gros œuvre
02	Couverture Bardage Métallique	45261213-0	Travaux de couverture métallique
03	Charpente Métallique	45261100-5	Travaux de charpente
04	Courants fort et faible	45310000-3	Travaux d'équipement électrique
05	Plomberie Sanitaire	45330000-9	Travaux de plomberie
06	Revêtements de sols et murs	45430000-0	Revêtement de sols et de murs

Les candidats peuvent présenter une offre pour un seul, plusieurs ou tous les lots de la consultation. Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct.

■ Intervenants :

Identification de l'acheteur :

Le centre IRD de Nouvelle-Calédonie a confié par contrat de mandat de maitrise d'ouvrage à l'IRD – Délégation Régionale Sud-Est, la préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics de travaux.

Maitre d'ouvrage :

Représentation IRD de Nouvelle-Calédonie

1001 Promenade Roger Laroque

98848 Nouméa Cedex – Nouvelle- Calédonie

Mandataire :

IRD-Délégation Régionale Sud-Est

44 boulevard de Dunkerque – CS90009

13572 Marseille Cedex 02

Le mandataire représente le maître d'ouvrage à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions qui lui ont été confiées.

Cette représentation s'exerce jusqu'à ce que le maître d'ouvrage ait constaté l'achèvement de la mission du mandataire dans les conditions définies par le contrat.

L'exécution **financière** et le suivi des prestations seront réalisés par la **Représentation IRD de Nouvelle-Calédonie**.

Maitrise d'œuvre :

La maitrise d'œuvre est assurée par :

AIRE LIBRE

94 Rue Bénébig – VDC

98 800 NOUMEA

La mission OPC est également assurée par la société AIRE LIBRE.

Contrôle technique :

Le contrôleur technique désigné pour cette opération est :

BUREAU VERITAS NOUMEA

Centre d'affaire "La belle vie"

BP 30514 98895 NOUMEA CEDEX

Coordonnateur Santé et Sécurité :

BUREAU VERITAS NOUMEA

Centre d'affaire "La belle vie"

BP 30514 98895 NOUMEA CEDEX

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

La consultation est conduite sous la forme d'une procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2120-1 2°, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr.

La connexion nécessite de s'inscrire en suivant les instructions du site électronique. Les candidats complètent, en ligne, un formulaire d'identification où ils précisent : le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique.

IL EST FORTEMENT RECOMMANDE AUX PERSONNES TELECHARGEANT LE DOSSIER DE CONSULTATION DE RENSEIGNER LE FORMULAIRE D'IDENTIFICATION AVANT D'ACCEDER AUX DOCUMENTS.

Le candidat qui ne se serait pas identifié en téléchargeant le DCE ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un défaut d'information complémentaire, le cas échéant, et ce jusqu'à la date de clôture de la consultation.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'IRD, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .zip ; .doc ; .xls ; .pdf.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le Règlement de la Consultation (RC) ;
- Le formulaire DC1 - lettre de candidature ;
- Le formulaire DC2 - déclaration du candidat ;
- L'annexe RC – Documents de candidature ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes pour chacun des lots ;
- L'annexe financière : DPGF pour chacun des lots ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
- Les documents techniques et graphiques suivants :
 - Annexe Planning prévisionnel ;
 - Annexe Pièces graphiques ;
 - Annexe Etude de sol ;
 - Annexe Diagnostic plomb ;
 - Annexe Plan Général de Coordination ;
 - Annexe DIUO
 - RICT

○ Arrêté n°2025/25-DE – Permis de construire

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer **au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres** des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Conformément à l'article R.2151-4 du code de la commande publique, si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Renseignements complémentaires**

Toute demande de renseignements sur le dossier de consultation devra faire l'objet d'une demande écrite depuis la plateforme de dématérialisation.

Les candidats adressent leur demande de renseignements au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Aucune demande ne sera acceptée au-delà de cette date.

Si pendant la publication du présent marché la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les demandes de renseignements feront l'objet d'une réponse adressée collectivement via la plateforme des achats de l'Etat, à tous les opérateurs ayant retiré le dossier de consultation des entreprises, sans mention du nom du demandeur.

■ **Visite obligatoire du site :**

Tous les candidats sont tenus d'effectuer une visite du site préalablement à la remise de leur offre.

Cette visite est obligatoire afin que le candidat puisse établir une offre prenant bien en compte la connaissance des lieux d'exécution des prestations et les contraintes qui en découlent. Au terme de cette visite, le représentant de la société présentera le récépissé de visite joint en annexe 1 au présent règlement de la consultation afin de le compléter préalablement à la remise de son offre.

Le soumissionnaire devra impérativement joindre à son offre ce récépissé de visite complété et signé lors de la visite du site.

Toutefois, si le soumissionnaire est en mesure de justifier, par un autre moyen, qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site, il peut être dispensé de cette visite obligatoire sans que son offre soit considérée comme irrégulière. Dans ce cas précis, le soumissionnaire doit justifier, dans son offre technique, de ses connaissances approfondies du site et des prestations à exécuter par tout moyen autre que la visite obligatoire.

La visite des sites concernés par le présent marché sera organisée par l'IRD.

Les Visites se dérouleront le :

- le lundi 23 juin 2025 à 14h00

Afin de fixer un rendez-vous prendre préalablement contact aux adresses mails suivantes :
df.sivp@ird.fr et benoit.adrian@ird.fr.

Attention, aucune réponse aux questions des candidats ne sera apportée au cours des visites. Le représentant de l'IRD répondra à l'ensemble des questions écrites transmises exclusivement par mail sur la PLACE.

3. PRÉSENTATION DES OFFRES

■ Réponse et groupement d'entreprises :

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, l'un des membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché, les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de :

- groupement solidaire ;
- ou groupement conjoint.

En application des dispositions de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire du groupement devra être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Sans préjudice de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

■ Sous-traitance :

Le soumissionnaire peut sous-traiter une partie des prestations, sous réserve d'acceptation par l'acheteur.

En cas de sous-traitance déclarée au moment du dépôt de son offre, le soumissionnaire doit fournir à l'appui de son offre, la liste nominative des sous-traitants auxquels il envisage de confier l'exécution de certaines prestations.

A cet effet, le soumissionnaire peut utiliser l'annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation des sous-traitants (formulaire DC4), dans laquelle il indique conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

Cette annexe est complétée par le Titulaire du marché et son sous-traitant permettant de déterminer la(les) prestation(s) concernée(s) et le montant de ces prestations, accompagnée des pièces suivantes :

- 1) Les documents et les renseignements relatifs à la candidature demandée au Titulaire (à l'exception du DC1) ;
- 2) Une déclaration du sous-traitant (DC2 ou équivalent) justifiant ses capacités techniques et financières ;
- 3) Le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise ;
- 4) Le RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous-traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC).

■ **Variantes :**

Les variantes à l'initiative des candidats ou de l'acheteur ne sont pas autorisées.

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur de l'IRD sur : www.marches-publics.gouv.fr

Les propositions doivent être remises **en euros (€)** et rédigées en **langue française**. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Seule l'offre technique peut comporter des documents uniquement rédigés en anglais.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

■ **Recours à la langue française :**

Si les documents relatifs à la candidature (dossier candidature) et à l'offre (dossier offre) ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

■ Contenu des plis :

Le pli de chaque candidat se compose de deux dossiers distincts :

- Un premier dossier comportant les documents de **candidature**
- Un second dossier comportant les documents de son **offre**.

Dossier de candidature

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement
	Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
Moyens matériels	Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public
Références professionnelles	Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
Attestation d'assurance	Une attestation d'assurance civile et décennale, le cas échéant, en cours de validité.
Un dossier de présentation de la candidature	<p>Un dossier de présentation de la candidature comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de candidature sur la base du formulaire DC1 - Le document de candidature annexé au RC - Une déclaration du candidat individuel ou de chaque membre du groupement sur la base du formulaire DC2 <p>Les DC1 et DC2 sont téléchargeables sur le portail suivant : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat (version de 2019).</p>

Document	Descriptif
Certificats de qualifications professionnelles	L'acheteur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Il est précisé que les références concernant des ouvrages non achevés, en cours d'études, ne seront pas pris en compte.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés ci-dessus par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- Un formulaire DC4 téléchargeable sur le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banques ou d'une preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, un document d'habilitation du mandataire dûment signé par les membres du groupement habilitant le mandataire à représenter le groupement doit être fourni.

En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement est tenu de fournir l'ensemble des pièces demandées en application des articles L2141-7 à L2141-12 du Code de la commande publique.

Dossier d'offre

A l'appui de leur offre, les candidats doivent obligatoirement fournir les documents suivants :

- **Le mémoire technique pour chacun des lots** constituant une proposition complète et détaillée des différents éléments listés dans le cadre de réponse technique. Chaque élément demandé dans le cadre de réponse technique doit impérativement être renseigné et remis à l'appui de l'offre du candidat.
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) dûment complétée et datée**, remise impérativement sous format Excel et Pdf de chacun des lots pour lesquels le candidat soumissionne ;
- **Le planning d'intervention détaillé des travaux** engageant le soumissionnaire à réaliser les travaux dans le respect du planning prévisionnel fourni par le maître d'œuvre de chacun des lots pour lesquels le candidat soumissionne ;
- **L'attestation de visite du site.**

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées, le candidat pourra être invité à régulariser son offre.

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre les CCP et RC, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-

avant.

Les copies de sauvegarde peuvent également être déposées de manière électronique sur le profil acheteur.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

4. SELECTION DES CANDIDATURES

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que les pièces visées à l'article 5.2.1 du présent RC sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à cinq jours calendaires.

Lors de l'examen des documents relatifs à la candidature, seront éliminés :

- Le soumissionnaire non recevable en application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique ;
- Le soumissionnaire n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment remplis et signés ;
- Le soumissionnaire dont les garanties professionnelles et financières par rapport à l'objet du marché sont insuffisantes ou inacceptables.

En dehors des cas d'élimination susvisés, l'acheteur décide de ne pas limiter le nombre de candidats admis à soumissionner.

La vérification de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

5. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

À l'issue de l'analyse, l'IRD retiendra le candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse c'est-à-dire l'offre ayant obtenue la meilleure note globale au regard des critères suivants :

Critères et sous-critères	Descriptif
1. Qualité technique : 65 points	Apprécié sur la base des éléments remis à l'appui de l'offre du candidat et des réponses apportées au cadre de réponse technique
Sous-critère 1 : 20 points	Moyens humains mis à disposition pour l'exécution du marché
Sous critère 2 : 20 points	Moyens matériels mis à disposition pour l'exécution du marché
Sous-critère 3 : 15 points	Méthodologie
Sous-critère 4 : 10 points	Planning détaillé proposé pour l'exécution des prestations
2. Prix : 30 points	Chaque candidat se verra attribuer une note prix. Le prix sera analysé au regard du montant total indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Notation prix : $30 \times [(\text{prix de l'offre la plus basse}) / (\text{prix de l'offre proposée})]$
3. Pertinence et cohérence de la démarche liée au développement durable : 5 points	Apprécié sur la base des éléments remis à l'appui de l'offre du candidat et des réponses apportées au cadre de réponse technique.

La somme des points de chaque critère détermine le nombre total de points attribués à chaque candidat, lesquels font l'objet d'un classement. Le candidat obtenant le plus de points et ayant à ce titre transmis l'offre économiquement la plus avantageuse est provisoirement retenu. En cas d'égalité de points, la note attribuée à chaque candidat sur le critère hiérarchiquement le plus important départage les candidats concernés.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre inacceptable

incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et les dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec au maximum les 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Mise au point éventuelle :**

En application de l'article R.2152-13 du Code de la Commande Publique, et avant la signature du marché, l'IRD est susceptible de procéder à une phase de mise au point du marché avec le candidat ayant présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

Cette mise au point peut le cas échéant venir ajuster des détails techniques du marché préalablement à sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut en aucun cas avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Extrait KBIS ou équivalent	Tout élément délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou

Document	Descriptif
	d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion permettant l'identification de l'opérateur
Acte d'engagement	Signé par une personne disposant du pouvoir d'engager l'attributaire ; Cette personne doit être mentionnée sur l'extrait K-bis ou disposer d'un pouvoir émanant d'une personne figurant sur l'extrait K-bis.
Délégation de signature ou de pouvoir	Le cas échéant. Cette délégation est donnée au signataire par une personne disposant du pouvoir d'engager l'attributaire et qui est mentionnée sur l'extrait k-bis
Relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP)	
Attestation d'assurance responsabilité civile et décennale à jour	
Certificats fiscaux et sociaux	Ces deux attestations permettent de prouver que l'attributaire est à jour de ses obligations fiscales auprès des impôts ainsi que de ses obligations sociales (déclaration et paiement des cotisations)
La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour l'accord-cadre.	
Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché.	

Afin de simplifier et de sécuriser vos démarches administratives, si le titulaire est immatriculé en France, l'IRD met gracieusement à disposition du titulaire une plateforme en ligne à laquelle vous accéderez à l'aide de votre numéro SIRET et d'une clef d'identification à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

L'attributaire établi à l'étranger produit également les certificats suivants établis par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement :

- Les pièces prévues à l'article D8222-7 du Code du travail, à savoir :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du

règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel

Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

■ Signature de l'acte d'engagement :

À l'issue du processus d'identification de l'offre la plus économiquement avantageuse, y compris l'éventuelle phase de mise au point, un acte d'engagement est adressé par voie dématérialisée au candidat retenu, pour signature. La signature électronique n'est pas imposée, bien qu'elle soit à privilégier.

Ce support contractuel est ensuite contresigné par l'IRD puis notifié au Titulaire pour prise d'effet du contrat soit à la date de notification, soit à la date indiquée au CCP.

6. VOIES ET DELAIS DE RECOURS


Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Marseille
31 rue Jean-François Leca
13002 Marseille
Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

 **Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**
[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)

- FIN DU DOCUMENT -

ANNEXE N°1 RC – RECEPISSE DE VISITE PREALABLE A LA REMISE DE L'OFFRE

CONSULTATION :

**TRAVAUX D'EXTENSION ET CREATION D'UN LOCAL TECHNIQUE POUR PLONGEURS A
L'IRD DE NOUMEA**

Je soussigné (Nom qualité),

certifie que M/MME représentant de la société

a effectué, le, la visite obligatoire préalable à la remise de l'offre de la société

pour le marché de travaux d'extension et création d'un local technique pour plongeurs à l'IRD de NOUMEA.

Fait àle

Pour l'IRD,

Pour le candidat,